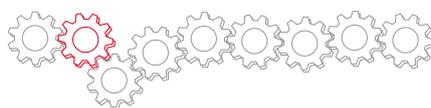


Les cahiers **d'histoire** de **la Métallurgie**



numéro 56 | mars 2017

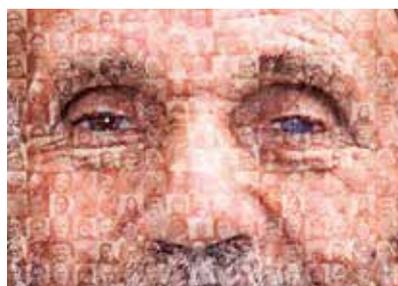


Esquisse d'après photo Atul CGT © call IHS CGT métaux



Histoire du 8 mars p. 7

Le 8 mars est la journée internationale pour les droits des femmes. Retours sur son histoire.



Paroles de Chibanis p. 6

Un film et une exposition relatent les paroles des Chibanis par eux-mêmes.



Archives p. 12

La fédération vient de se doter de nouveaux rayonnages. En voici une brève présentation.

SOMMAIRE :

mars 2017 | n° 56

ACTUALITÉS

- 3 L'édito
- 4 La Commune de Paris à l'honneur
- 5 Salon du livre social
- 6 Les Chibanis

HISTOIRE

- 7 Histoire du 8 mars
- 8 1982. La CGT s'installe à Montreuil

ARCHIVES

- 12 Les nouveaux rayonnages de la fédération

À LIRE, À VOIR

- 13 Edwy Plenel
- 13 Le syndicalisme et la Première Guerre mondiale
- 14 Charonne



Par Fabien Girard

APPEL À L'ADHÉSION

Vous avez entre les mains le deuxième numéro de l'année 2017 des *Cahiers d'Histoire de la métallurgie*. Vous manifestez à l'évidence, un intérêt prononcé à la lecture des articles des Cahiers.

En effet, nous œuvrons au sein de l'IHS métaux à entretenir votre goût pour la mémoire de l'histoire sociale de notre secteur d'activité, la métallurgie.

L'institut intervient en outre, vous le savez, dans les congrès, dans les assemblées et initiatives des syndicats. Il élabore et met à disposition différentes expositions, publie des brochures et des ouvrages dont la qualité est reconnue. Nous entendons poursuivre ces tâches et pour ce faire nous exprimons parfois quelques inquiétudes quant à la poursuite de nos activités dans de bonnes conditions.

Nous sommes trop faiblement organisés au regard du vivier actuel de militants actifs et retraités des métaux.

Nous sommes partie intégrante, malgré notre statut associatif de la fédération et nous ne voudrions pas faire reposer trop lourdement nos activités sur la trésorerie fédérale.

Nous parvenons à fonctionner par l'apport d'un partenariat extérieur privilégié.

Ceci dit, dans la plus grande transparence, j'invite chaque adhérent individuel ou structure collective à se mettre à jour, si cela n'est pas déjà fait, de ses cotisations 2016 et 2017.

Le renforcement de notre association par le renouvellement de l'adhésion est essentiel pour assurer son développement.

Pour ce faire et pour bon nombre d'entre vous, vous pouvez user de votre influence de militant reconnu auprès de camarades ou de structures syndicales ou associations afin de les inciter à nous rejoindre à l'IHS métallurgie.

Nous savons pouvoir compter sur vous. ■



Cahier d'histoire de la Métallurgie n° 56 réalisé par l'IHS-CGT Métallurgie

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris |

01 53 36 86 38 | ihs.gas@free.fr | <https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>

Rédaction : Roger **Gauvrit** | Fabien **Girard** | Allain **Malherbe** | Emeric **Tellier** | Claude **Ven**

Maquette : Rudy **Jean-François**

ÉDITO



Même si ce n'est pas sa mission, notre institut ne peut que s'interroger sur l'histoire qui se fait chaque jour. Oscar Wilde a écrit : « effacer le passé, on le peut toujours : c'est une affaire de regret, de désaveu, d'oubli. Mais on n'évite pas l'avenir ». L'avenir c'est ce qui chaque matin frappe à notre porte. Et il a, en ce printemps, un angoissant visage.

Gardons nous des parallèles douteux et des références historiques hors de propos. L'Histoire ne repasse pas les plats disait Céline. Certains voient dans la situation actuelle une forme de réminiscence des années trente. Peut être. Mais le 21 avril 2002, s'il fut un choc pour le peuple de gauche, ne peut être comparé au 6 février 1934. Hormis peut être sur un point : qu'avons-nous fait ? Qu'avons-nous engagé comme actions face à ce spectre qui soudainement reprenait corps.

Pour Rol-Tanguy et ses camarades ce fut le déclencheur d'une nécessité d'engagement plus exclusif et volontaire. Leur exigence d'unité, au prix de compromis douloureux, déjà pleins de déceptions futures, construira la victoire du front populaire.

2002 est d'une autre nature. La bête, trop négligée et depuis trop longtemps, était là, bien vivante devant nous. La puissante mobilisation qui a suivi le premier tour des élections fut salutaire et source de confiance. Mais quinze ans après, comment se peut-il que nous nous retrouvions dans une telle situation ? Revivifiée par cette victoire, l'extrême droite pèse depuis comme

une chape de plomb sur le débat politique, entrave les initiatives et handicape l'expression de toute alternative. À ce fléau vient s'agréger la dimension présidentielle.

Rien n'est plus préjudiciable et délétère que cette idée d'une élection au suffrage universel, qualifiée pompeusement de la rencontre d'un homme et d'un peuple. Ce carnaval des égos est un spectacle dérisoire et pitoyable. L'individu providentiel prend la tête d'écuries rivales, parfois radicalisées, hors de réflexion, bardées de certitudes. Et l'on ose évoquer la transparence et la probité. Des églises, voilà le mot, ou le dieu incarné devient, par sa mission, intouchable. Mais comme le rappelait Prévert si judicieusement : « dans chaque église il y a quelque chose qui cloche ».

La modernité se résumerait donc à s'adapter à l'économie de marché et à trouver refuge dans l'espérance d'un sauveur. C'est l'épuisement d'une autre espérance, celle qui met au centre l'homme et la réponse aux besoins, qui fait place aujourd'hui à un besoin de détruire.

L'insatisfaction et la rancœur accumulées font monter l'exigence de réponses immédiates et balaie les perspectives historiques au moment où nous avons tant besoin de repères.

Notre boussole sociale ne paraît plus, même à certains militants, utile pour tracer notre route.

Nous y avons sûrement, en tant qu'IHS, notre part de responsabilité.



Par Roger Gauvrit

LA COMMUNE DE PARIS À L'HONNEUR



De gauche à droite : C. Ven, R. Martelli, E. Tellier et F. Bazire © R. Gauvrit

Le 1^{er} février, notre IHS, avec la Fédération des travailleurs de la métallurgie et l'UFR, organisait son repas annuel traditionnel précédé d'une rencontre débat très largement suivie sur le thème « force et modernité des valeurs de la Commune de Paris » avec la participation de Roger Martelli, vice-président des Amis et Amies de la Commune de Paris et de Françoise Bazire, secrétaire général de la même association, de Claude Ven et d'Eméric Tellier.

Françoise Bazire est revenue sur la résolution de portée historique adoptée à la séance du 29 novembre 2016 à l'Assemblée nationale sur la réhabilitation des communards, pour dire que les condamnations étaient nulles et non avenues, ce qui constitue un événement décisif. La résolution a appuyé sur la nécessité que soient mieux connues et diffusées les valeurs républicaines portées par les acteurs de la Commune. Cette bataille est plus actuelle que jamais et l'association entend la mener avec tous les acteurs qui sont concernés.

Roger Martelli a insisté pour indiquer les pistes d'une action publique pour que l'image de la Commune de Paris soit vraiment respectueuse de son esprit en donnant une image vraie et plurielle sur les convergences des sensibilités diverses qui ont conduit à mettre en mouvement le peuple de Paris. Il développa également sur la modernité de la Commune à partir de quatre

directions : en quoi la Commune reste-t-elle d'actualité ; la Commune s'est voulue un pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple ; la Commune a considéré que l'égalité était une valeur cardinale et qu'elle ne pouvait pas être séparée de la liberté ; que faire de tout cela aujourd'hui dans un moment où la démocratie représentative s'essouffle, où les institutions sont en crise, où les catégories populaires ont le sentiment d'être exclues.

Quinze intervenants ensuite ont formulés des questions, des avis, des interrogations.

Roger Martelli conclura par les mots suivants :

« La Commune n'a pas été parfaite, sans contradictions, hésitations ou confusions. Que serait-elle devenue si elle avait pu s'inscrire dans la durée ? Nul ne peut le dire mais l'esprit critique et de liberté qu'elle nous a légué reste un fil conducteur très actuel »

Nous devons être ensemble les tenants de la mémoire de la Commune de Paris. ■

HOMMAGE AUX VICTIMES DE LA RÉPRESSION DE 1953



Par Roger Gauvrit

Comme chaque année depuis 1936, le Parti communiste français (PCF), la Confédération générale du travail (CGT) et de nombreuses organisations progressistes organisent à Paris le 14 juillet 1953 un défilé qui se veut une célébration des valeurs de la République.

Sept manifestants sont tombés sous les balles de la police, six Algériens et un Français : Amar Tabjadi, 26 ans, décédé à l'hôpital Saint-Louis ; Abdallah Bacha, 25 ans, décédé à l'Hôtel-Dieu des suites d'une balle reçue dans la gorge (son frère était ouvrier à Citroën Paris XV^e) ; Larbi Daoui, 27 ans, tué d'une balle dans le cœur ; Abdelkader Dranis, 31 ans, décédé à l'hôpital Saint-Louis ; Mohammed Isidore Illoul, 20 ans, décédé à l'hôpital Saint-Louis ; Medjen Tahar, blessé par deux balles, décédé à l'hôpital Tenon et enfin Maurice Lurot, 40 ans, mort à l'hôpital Saint-Louis d'une balle dans le cœur.

Certaines étaient communistes et cégétistes, d'autres étaient des militants du Mouvement pour le triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) pour l'indépendance de l'Algérie. Leurs drapeaux, les portraits brandis de Messali Hadj, les slogans prononcés avaient été interdits, mais leur attitude était pacifique. Et ils n'étaient pas armés.

Nicolas Bonnet Ouladj, président du groupe communiste-Front de Gauche à l'Hôtel de ville de Paris a pris l'initiative de rendre hommage aux sept victimes auprès du Conseil d'arrondissement du XII^e le 18 janvier 2017 qui s'est engagé à apposer une plaque Place de la Nation.

La majorité du Conseil de Paris du 30 janvier a validé cette délibération. ■

Pour en savoir plus :

- Maurice RAJSFUS. 1953, un 14 juillet sanglant - Agnès Viénot éditions. 2003
- Film de Daniel Kupferstein *Des balles pour le 14 juillet 1953*. 2014

AU SALON DU LIVRE SOCIAL À MONTREUIL



Le stand de l'IHS métaux au salon du livre social organisé à Montreuil les 1^{er} et 2 mars 2017 © Roger Gauvrit



Par Allain Malherbe

PAROLES DE CHIBANIS EN ILE-DE-FRANCE



Une chambre ordinaire de Chibani célibataire © DR

Début janvier 2017, à l'initiative de l'ATMF (association des travailleurs maghrébins de France) et du CCPG (centre culture et patrimoine de Gennevilliers), un film et une exposition sur les Chibanis ont été présentés à Gennevilliers. L'exposition ira cet été au Maroc.

L'originalité de ces documents réside dans le fait que ce sont les Chibanis eux-mêmes qui s'expriment et non des experts qui parlent à leur place. Ils sont la marque de cette volonté de se produire et de s'exprimer.

« Évoquer la mémoire est pour certains parler de leur vie, de leur expérience de l'immigration et du travail, de leur participation aux luttes passées ou présentes. C'est aussi construire un lien ou une continuité entre une expérience personnelle et celle du groupe », nous dit le texte de présentation. Les dernières statistiques de 1996, peu fiables, indiquaient la présence de 800 000 Chibanis en métropole.

Chibani en arabe signifie notamment vieillard, cheveux blancs, c'est-à-dire une personne respectable au vu de son âge, Chibania en est le féminin. Pour les immigrés maghrébins, Chibani indique le plus souvent un homme, vieux travailleur, venu en France au moment de la reconstruction du pays dans les années cinquante et suivantes et vivant sa retraite en France.

Un petit groupe de Chibanis de PSA-Citroën et de Chausson a présenté des moments de vie

passés dans la construction automobile en région parisienne puis à la retraite. Il décrit les conditions de travail les plus pénibles réservées aux immigrés et les salaires les plus bas qu'il faut diviser par deux à la retraite. Il décrit aussi les conditions d'hébergement inhumaines rencontrées dans les foyers où ils seront entassés à leur arrivée à l'usine et subiront l'encadrement militaire du patronat qui l'essentiel est l'exploitation maximale de ces êtres humains. Les difficultés de leur vie sociale sont amplifiées par l'analphabétisme, une culture différente, une religion niée

à l'époque mais pourtant existante et les luttes nationales pour la décolonisation différentes en Algérie, au Maroc et en Tunisie.

Grâce aux actions des syndicats principalement la CGT et aux municipalités dirigées par les communistes, ils vont connaître la force de la solidarité concrète par les soutiens juridiques et sociaux qui vont alléger leurs difficultés. Certains deviendront des militants aguerris.

Aujourd'hui à la retraite, les Chibanis n'ont pas oublié la solidarité acquise en activité et ils en ont besoin car deux succès obtenus en 2015 sont difficiles à mettre en œuvre.

Une aide, destinée à « faciliter » les séjours dans leur pays d'origine des anciens migrants à faibles ressources et vivant seuls en France, est attribuée depuis 1^{er} janvier 2016. Elle est controversée car elle remet en cause l'ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées)¹.

La condamnation de la SNCF le 21 septembre 2015 par le conseil des prud'hommes de Paris à verser 170 millions d'euros pour discrimination envers 842 plaignants n'est pas réalisée car l'appel interjeté par la SNCF ne sera examiné qu'en mai 2017². ■

1 www.lecourrierdelatlas.com/une-aide-accordee-pour-permettre-aux-Chibanis-d-effect

2 <https://www.yabiladi.com/.../snf-cheminots-marocains-Chibanis-vont-devoir.html>

LE 8 MARS, POUR LES DROITS DES FEMMES



Par Emeric Tellier

Interdiction du financement des organisations non gouvernementales soutenant l'avortement par les États-Unis, dépénalisation des violences domestiques en Russie, persistance des viols, de l'esclavage sexuel et des mariages forcés dans les zones de conflits, persistance des inégalités dans le monde du travail, « Marche pour la vie » du 22 janvier dernier à Paris : une nouvelle fois, la journée du 8 mars intervient dans un climat délétère.

Ses origines sont toutefois discutées, sans que les historiens n'aient pu clore définitivement le débat. En effet, l'absence d'acte de naissance indiscutable à cette journée internationale a ouvert la voie à la coexistence de plusieurs mémoires concurrentes.

Une journée internationale de lutte

La première journée des femmes est organisée en 1909 aux États-Unis, par des femmes pour faire avancer leurs revendications d'égalité politique et économique au sein du parti socialiste.

Cet événement fut longtemps occulté par la seconde Conférence Internationale des femmes socialistes à Copenhague en 1910, durant laquelle Clara Zetkin, militante du parti communiste allemand, a soumis l'idée d'une journée internationale des femmes. Dès l'année suivante, plusieurs manifestations sont organisées, aux États-Unis, en Allemagne, en Autriche, en Suède.

Le 8 mars 1917, plusieurs cortèges de femmes défilent à Saint-Petersbourg pour réclamer du pain et du travail. Rejoint par les ouvriers, les slogans prennent une tonalité plus politique, contre la guerre et contre l'autocratie, tandis que les soldats rechignent à intervenir.

La fièvre s'étend rapidement et le 15 mars, le tsar Nicolas II est contraint d'abdiquer.

Cette « journée des ouvrières » marque le point de départ de la Révolution russe de l'hiver 1917. En hommage, l'Internationale communiste décide en 1921 de faire de ce 8 mars la journée internationale pour les droits des femmes, initiative reprise par le mouvement communiste international, notamment après 1945.

Dans les années cinquante, une nouvelle version voit le jour, fixant l'acte fondateur de cette journée à une manifestation des ouvrières de l'habillement à New-York, le 8 mars 1857. Durant plusieurs décennies, ce récit isola les origines communistes de cette journée, avant que plusieurs historiens ne démontrent l'absence de preuves historiques de l'existence de cet événement.

Dépasser l'institutionnalisation

Reconnue, non sans oppositions, journée mondiale par l'ONU en 1977, la journée internationale des femmes est officiellement instaurée en France par François Mitterrand en 1982.

Depuis, on observe une récupération institutionnelle, l'occasion pour le gouvernement d'annoncer quelques mesures en faveur des femmes et une médiatisation inégale qui n'échappe pas au « politiquement correct » et aux stéréotypes sexistes.

Patrimoine des forces progressistes, cette journée ne doit pas être une « fête des mères » bis ou une occasion de se donner bonne conscience, une fois l'an.

Cette journée doit au contraire être une occasion de contrecarrer les forces conservatrices actuellement à l'œuvre, en favorisant une réappropriation large des revendications des femmes pour leur émancipation. À nous de nous en saisir ! ■

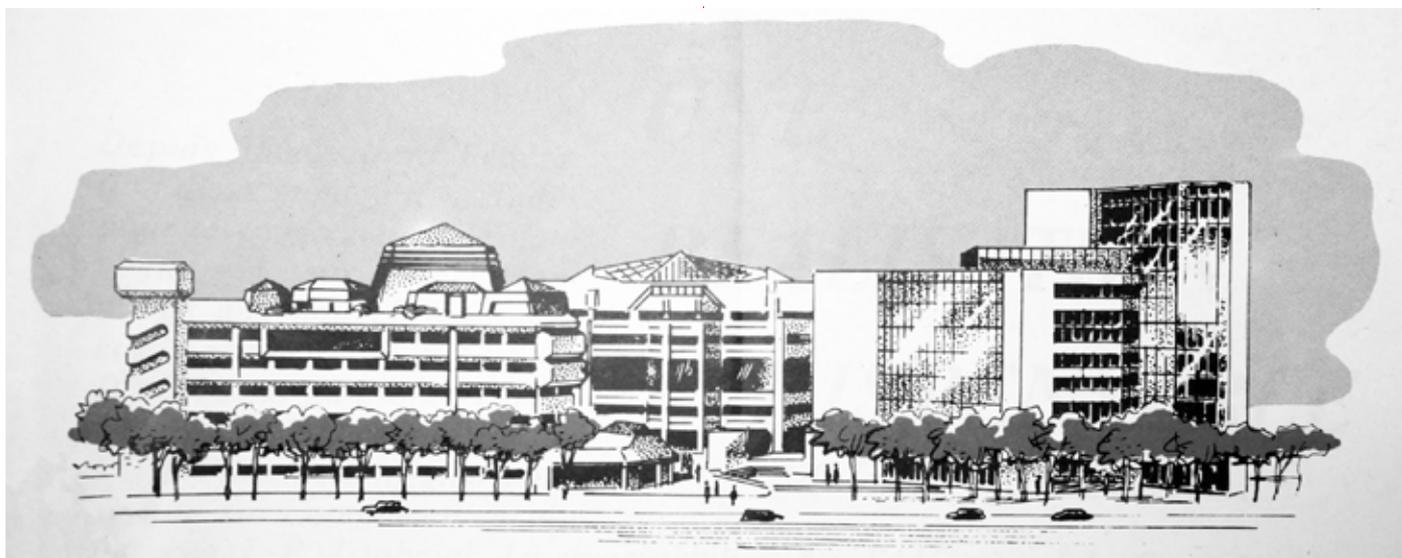


Affiche CGT pour le 8 mars 2017 © CGT



Par Emeric Tellier

LA BOURSE DU TRAVAIL NATIONALE CGT À MONTREUIL



Esquisse du complexe intersyndical de Montreuil © coll. IHS CGT métaux

Le 4 juin 1982, après plus de trois années de travaux, la Bourse du travail nationale CGT de Montreuil était inaugurée.

Fruit d'une réflexion et d'une bataille longue d'une dizaine d'années, cette réalisation a permis de rassembler, dans un même lieu et sur la base de financements exclusivement syndicaux, la confédération, les fédérations professionnelles, l'Union régionale Ile-de-France et des organismes associés, comme Touristra ou l'Avenir social par exemple.

L'histoire du complexe mérite donc d'être rappelée, d'autant plus que les métallos ne sont pas étrangers à sa naissance !

Aux origines du projet

L'inadaptation, l'étroitesse et la dispersion des locaux syndicaux, les problèmes de stationnements et de transports, la concentration des sièges sociaux des groupes industriels et commerciaux déclenchent une réflexion en 1965 au sein de la Fédération des Métaux.

L'idée est de regrouper à la Maison des métallurgistes, au 94 rue Jean-Pierre Timbaud à Paris (XI^e arr.) les locaux de la Fédération, de l'Union fraternelle des métallurgistes et de l'Union syndicale des travailleurs de la métallurgie de Paris. Pour financer ce projet, il est prévu de céder l'immeuble du 10 rue Vézelay à Paris (VIII^e arr.), siège de la Fédération depuis 1947 ainsi que le parc des loisirs et de culture Henri-Gautier à Baillet (Val-d'Oise), propriété des métallurgistes parisiens depuis 1937.

Parmi les avant-projets soumis, celui proposé en 1969 par l'architecte-scénographe Jacques Bosson prévoit la création de deux immeubles de huit et cinq étages accueillant la librairie, un self-service, des jardins suspendus, des bureaux et salles de réunion, d'une grande salle avec une scène, ainsi qu'un hôtel de 39 chambres et un parking de 170 places.

Ce projet ambitieux, qui aurait toutefois nécessité la démolition du « 94 », un remarquable ensemble architectural, emblématique de l'usine industrielle parisienne de la fin du XIX^e siècle, est stoppé par l'administration.

Loin de se décourager, les métallurgistes prennent contact avec d'autres fédérations pour développer un complexe intersyndical à la Porte de Montreuil. En avril 1973, ce projet prévoit de regrouper dans un ensemble immobilier une quinzaine ou une vingtaine de fédérations de la CGT, ainsi que les sièges de l'Union des syndicats de la métallurgie de la région parisienne (USM-RP), de l'Union fraternelle des métallurgistes et éventuellement de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie de Paris. Outre des salles de congrès, une imprimerie centrale et plusieurs restaurants, il est également question d'implanter un centre de rééducation professionnelle, la policlinique des métallurgistes, ainsi qu'éventuellement un centre d'alphabétisation

« En décembre 1973, le choix de la Porte de Montreuil est confirmé ».



pour travailleurs immigrés et un centre de formation continue.

Pourquoi Montreuil ? Plusieurs raisons expliquent ce choix. Le choix d'une ville populaire de l'Est parisien allait de soi. Le terrain, situé dans une zone alors en pleine restructuration, est suffisamment grand et bien desservi par les transports, tandis que les bonnes relations avec la municipalité (Marcel Dufriche, ancien secrétaire confédéral de la CGT est maire PCF de la ville de 1971 à 1984) et avec le département de Seine-Saint-Denis (Georges Valbon est président PCF du conseil général de 1967 à 1982, puis de 1985 à 1993) furent également un atout indéniable.

Ces arguments ne permettent toutefois pas de surmonter toutes les difficultés. Certaines fédérations se retirent du projet, car elles craignent de ne pas être en capacité de rembourser les emprunts, tandis qu'il faut convaincre les organisations de céder leurs immeubles pour financer la construction.

Malgré tout, l'idée fait son chemin.

En 1976, la Société Civile d'Études et de Recherches (SCER) voit le jour pour piloter le projet, sous la responsabilité d'André Berteloot, ancien secrétaire confédéral. Il est remplacé en 1980 par François Blumental, qui a mené à bien la réalisation du projet.

En décembre 1978, à la veille du 40^e congrès confédéral, la décision de construire le complexe est prise, avec pour objectif de doter la confédération, ses fédérations et ses diverses organisations d'un outil de travail fonctionnel et moderne.

Une ruche pour la lutte

Le choix des architectes se porte sur une équipe composée de Claude Le Goas, architecte urbaniste, conseil de la ville de Montreuil depuis 1958, pour réaliser le bâtiment des fédérations et coordonner l'équipe d'architectes, de Serge Lana, concepteur de la Porte de Bagnolet, pour le bâtiment de la confédération, de François Girard pour le bâtiment de la presse et de Marien Despatin pour le bâtiment de l'Union fraternelle des métallurgistes.

La philosophie du projet est résumée dans cette expression, « une ruche pour la lutte », extraite du premier article conséquent sur le complexe paru dans La Vie Ouvrière du 29 octobre 1980.

Réfutant l'idée que cet ensemble devienne un « quelconque centre administratif où l'on "gère" les affaires syndicales », les architectes écartent le modèle architectural de la tour, composée de bureaux froids et austères, de couloirs sans fins. Au contraire, le vaste patio doit favoriser les rencontres, tandis que les ponts jetés entre les noyaux, au-dessus du patio, doivent symboliser la fraternité, tout en garantissant l'autonomie des organisations. La modernité est incarnée dans l'usage de la géothermie pour réguler le chauffage dans les bâtiments. Enfin, l'immense verrière incite le regard à se tourner vers le ciel, vers l'avenir.

Un chantier colossal

Des dizaines de rencontres et de débats ont lieu entre les architectes et les responsables confédéraux, fédéraux, de la presse. Des heures de discussions sont nécessaires pour mettre au point le circuit du courrier dans les bâtiments. En tout, il aura fallu dix-huit mois de navette, de discussions et de recherches collectives pour aboutir à la présentation de la première maquette.

« Le chantier est officiellement lancé le 24 avril 1979 par Georges Séguy »

devant les membres du Comité confédéral national. La première coulée de béton est réalisée en octobre de la même année.

L'entreprise Coignet est chargée de réaliser le gros œuvre. Son fondateur, François Coignet (1814-1888), pionnier du béton armé précontraint, fut également un acteur du Fourierisme, un courant politique socialiste utopique. Ce qui n'empêcha pas l'organisation de deux grèves sur le chantier, en septembre et en novembre 1980 par la section syndicale CGT Coignet qui compta en 1981 une soixantaine d'adhérents.

Le 24 septembre 1981, trente mois après les premiers coups de bulldozer, le gros œuvre est achevé, la grande verrière posée et le drapeau tricolore flotte sur l'immeuble des fédérations, comme le veut la tradition dans le bâtiment.

Le 4 juin 1982, quelques jours avant l'ouverture du 41^e congrès confédéral à Lille, le complexe, composé de deux immeubles, celui de la confédération et celui des fédérations est inauguré, en présence de deux mille invités.

L'installation des différentes organisations débute. Forte de plus de 200 000 adhérents, la Fé-



La maquette du complexe © coll. IHS CGT métaux

dération CGT de la métallurgie occupe deux étages complets du bâtiment et dispose d'une imprimerie et d'un laboratoire photo au sous-sol.

Le complexe en chiffres

Le résultat impose le respect. Sur un terrain de onze hectares, le complexe regroupe 65 000 mètres carrés de locaux et 1 200 places de parking. Pas moins de 40 000 mètres cubes de béton, 2 400 tonnes d'aciers, un demi-million de briques, 170 kilomètres de câbles téléphoniques sont nécessaires pour le bâtir.

« Ce patio a accueilli, à quatre reprises (1985, 1989, 1992, 1995), plus d'un millier de délégués à l'occasion de la tenue du congrès confédéral ».

Le patio, d'une superficie de 2 500 mètres carrés, avec au point le plus haut, plus de trente

mètres de vide sous plafond ! Chaque poutre qui soutient les locaux des fédérations mesure 34 mètres de long et pèse 63 tonnes. Pour les déplacer, il a fallu recourir à l'une des trois plus puissantes grues d'Europe de l'époque, capable d'arracher 500 tonnes.

Au complexe intersyndical s'ajoute une réalisation sociale, le centre de rééducation professionnelle pour travailleurs handicapés Jean-Pierre Timbaud, en hommage au secrétaire de l'Union des syndicats de la métallurgie de la région parisienne, résistant, fusillé le 22 octobre 1941 à Châteaubriant. Le bâtiment, propriété de l'Union fraternelle des métallurgistes, est officiellement inauguré le 7 mars 1984, en présence de nombreux militants syndicaux et de Marcel Rigout, ministre communiste de la Formation professionnelle du gouvernement Mauroy-Mitterrand.

Les difficultés financières empêchent toutefois de réaliser intégralement le projet initial. Ainsi,



l'immeuble de la presse et sa librairie ne vit finalement pas le jour et le terrain fut cédé à un promoteur qui bâtit un immeuble, Le Méliès.

La bataille du financement

Le coût des bâtiments des fédérations et de la confédération s'élève à l'époque à 315 millions de francs, soit 200 francs par adhérent.

Le gouvernement Barre-Giscard-d'Estaing a rejeté toute forme de subvention du projet. Pire, en refusant la garantie d'état sur les emprunts, celui-ci a entraîné l'accroissement des taux d'intérêts et des retards dans le démarrage des opérations de construction. Pour certains emprunts, des taux proches de 20 % ont été pratiqués, tandis que l'inflation alourdissait le devis initial.

L'arrivée au pouvoir de la gauche, le 10 mai 1981, a débloqué la situation sur certains aspects financiers, mais le gouvernement a finalement refusé de rembourser la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui représentait la coquette somme de 50 millions de francs.

Financé à 66 % par l'emprunt, le coût total des bâtiments a atteint 611 millions de francs, dont près de 300 millions rien qu'en intérêts !

Dans un contexte difficile, marqué par la casse industrielle, la désyndicalisation, le chômage, la répression antisyndicale, l'aboutissement de ce projet prit une valeur de symbole. Son échec aurait sans doute signé le glas de la CGT.

Une véritable bataille pour le financement de la Bourse du travail nationale CGT fut donc engagée. La vente des biens immobiliers a rapporté 85 millions, tandis que la campagne nationale de souscription, la vignette-Montreuil, lancée en 1980, a permis de récolter cinq millions de francs.

Les banques de l'économie sociale apportèrent une aide précieuse, mais il faut bien noter que le remboursement des emprunts fut entièrement à la charge des adhérents.

En dépit des obstacles, la CGT est parvenue à rembourser l'intégralité des emprunts, notamment grâce à la solidarité de plusieurs fédérations professionnelles et à l'action énergique déployée pour développer la syndicalisation et mettre en place le carnet pluriannuel et le prélèvement automatique des cotisations (PAC).

Un patrimoine à préserver

Afin d'éviter la vente intempestive de locaux et se prémunir de l'arrivée de structures extérieures à la CGT, les organisations ne sont pas propriétaires des locaux, mais d'un nombre de parts sociales de la SCER en fonction du nombre de mètres carrés occupés. Les parties communes et les services partagés (sécurité, entretien des locaux, etc.) sont gérés par l'Association Foncière Urbaine Libre (AFUL).

Confrontée à un recul de ses effectifs syndiqués, la Fédération CGT de la métallurgie est contrainte de céder une partie de ses locaux à la *Nouvelle Vie Ouvrière* (NVO) et à la Fédération Mines-Énergie.

Aujourd'hui, seules quelques organisations, comme la Fédération CGT du Spectacle, n'ont pas rejoint le complexe.

Conclusion

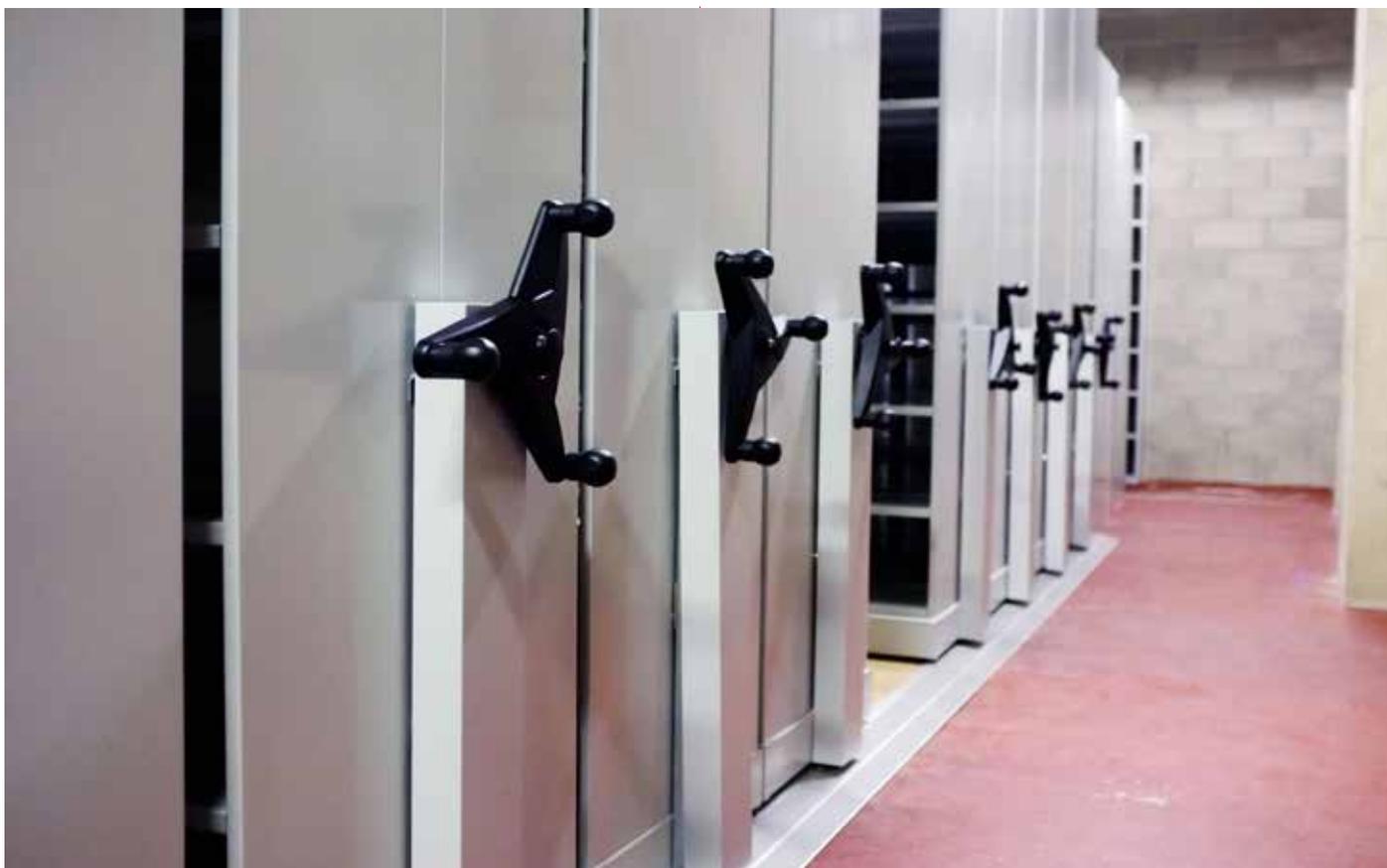
En guise de conclusion, laissons la parole à Ali, ouvrier dans le bâtiment et militant CGT depuis 1947, qui témoigne dans *La Vie ouvrière* du 21 janvier 1981 : « Regardez les patrons, les capitalistes comment ils sont installés, regardez leur quartier de la Défense, leurs tours et tout ça. Ça donne à réfléchir, non ?

Pourquoi pas nous aussi ? Pourquoi devrait-on rester dans nos vieilles baraques ? Eux pourraient avoir des moyens formidables, pour mieux nous exploiter, et nous, on devrait rester en arrière, avec les moyens du siècle dernier ? Des locaux petits, vieux, désagréables et malcommodes ? Nous devrions nous contenter de moyens périmés pour nous battre ? Eh bien non alors ! Au contraire, je trouve juste que nous possédions enfin une vraie maison, à nous. Belle et moderne, pratique. » ■



Par Emeric Tellier

DE NOUVEAUX RAYONNAGES POUR NOS ARCHIVES



Les nouveaux magasins d'archives roulants de la fédération © E. Tellier | coll. IHS CGT métaux

Le local d'archives de la Fédération, situé au sous-sol du complexe intersyndical de Montreuil, regroupe actuellement plus de 10 000 boîtes d'archives soit environ un kilomètre linéaire. Il s'agit principalement de documents sur support papier, couvrant une période vaste allant du début du XX^e siècle jusqu'à nos jours. S'y ajoutent des enregistrements audiovisuels et sonores, des tirages photographiques, des affiches.

Ce local était saturé, avec plus de 90 % des étagères occupées. Partant de là, il était compliqué de pratiquer des opérations de tri et de regroupement, sans parler d'accueillir de nouveaux fonds d'archives.

Les rayonnages installés jusqu'à présent, quoique de bonne qualité, présentent un inconvénient, celui d'être fixe. Ainsi, une allée est nécessaire entre chaque rayonnage, ce qui implique une emprise au sol importante.

Consciente de l'importance de la préservation et de la valorisation de ses archives, la Fédération s'est donc engagée dans un chantier d'importance : l'installation de nouveaux magasins à

rayonnages mobiles dont la capacité de stockage est supérieure à l'existant.

La première tranche des travaux vient d'être réalisée, avec l'installation d'un magasin d'une contenance de plus de 800 mètres linéaires. Cela à bien évidemment impliqué de libérer intégralement une partie du local et donc de déplacer plus de 3 000 boîtes et de démonter-remonter 300 mètres linéaires de rayonnages fixes.

La seconde tranche des travaux interviendra au printemps 2018, avec l'installation d'un second magasin à rayonnages mobiles d'une contenance de près d'un kilomètre linéaire. D'ici là, il faut réaliser le tableau de récolement, c'est-à-dire un inventaire succinct du contenu de l'ensemble des boîtes et leur localisation géographique dans le local et bien évidemment libérer l'espace pour les travaux.

À terme, la Fédération disposera donc d'un matériel pleinement adapté au stockage de ses documents et d'une capacité de stockage confortable, permettant d'anticiper l'accroissement naturel de ses archives. ■



NELLY STURM NOUS A QUITTÉS

Née Klein le 3 décembre 1924 à Vienne, en Autriche, sa mère est issue d'une famille juive polonaise, tandis que son père avait fui la Hongrie en 1920 pour échapper à la répression qui frappait alors les partisans de Béla Kun. Verrier de profession, il était socialiste de conviction, sans pour autant être militant.

L'Anschluss, c'est-à-dire l'absorption de l'Autriche par l'Allemagne nazie en mars 1938, s'accompagne rapidement d'une vague d'antisémitisme. Exclue de l'école, elle suit alors des formations d'esthéticienne et de coiffeuse.

Elle quitte Vienne avec ses parents en août 1939 et parvient à se rendre à Bruxelles. Le lendemain de leur arrivée, l'Allemagne attaque la Pologne, marquant ainsi le début de la Seconde Guerre mondiale.

Ils y retrouvent ses grands-parents et sont aidés par le « Comité des réfugiés », parmi lesquels de nombreux militants socialistes et communistes sont présents. Nelly Sturm ne tarde pas à adhérer à un groupe de jeunes communistes.

Durant l'offensive allemande en mai 1940, son père est expulsé par les autorités belges. Il décedera en déportation, tout comme sa mère, arrêtée en 1943 par les Allemands.

Le pays est occupé et sa famille doit affronter les pénuries et les rafles policières. Nelly Sturm parvient à survivre comme employée de maison.

Elle intègre la résistance à l'automne 1941 au sein de l'organisation clandestine « Travail allemand », qui regroupe une grande majorité de jeunes filles d'origine juive autrichienne, ainsi que quelques allemandes, tchèques, polonaises et belges. Leur tâche consiste à prendre contact avec les soldats allemands ou autrichiens durant leur temps libre. Elles se font passer pour des belges, ayant des parents alsaciens, désireuses d'améliorer leur pratique de la langue allemande. Au fil des contacts, elles essaient d'en savoir plus sur l'état d'esprit du soldat pour éventuellement lui donner à lire un tract ou un petit journal clandestin.

Cette entreprise de démoralisation et de pénétration de l'armée, extrêmement dangereuse, a eu des résultats modestes mais positifs, selon sa propre analyse. Elle poursuit son travail, après Bruxelles, à Gand, Charleroi, Liège et enfin Anvers, où elle échappe de peu à une arrestation par la Gestapo en 1944.

Sur la cinquantaine de membres du « Travail allemand » en 1941, seule une vingtaine a survécu à la Libération.

Elle est rapatriée à Vienne au début de l'été 1945. Elle rencontre un comédien qui travaille dans un théâtre progressiste de Vienne et quitte, avec sa fille née en 1950, Vienne pour l'Allemagne de l'Est en 1956.

Henri Tronchon nous rappelle qu'elle fut permanente de la Fédération. De 1967 à 1976, elle fut chargée de l'activité en direction des militants métallurgistes de l'Allemagne de l'Ouest. À ce titre, elle était interprète de la Fédération et traductrice du *Courrier Fédéral* en langue allemande. Cette parution, quasi-mensuelle, visait à nourrir les liens avec les militants de l'IG Metall et les informer sur les activités de notre fédération, les luttes en cours et le processus d'unité syndicale à l'œuvre en France.

Il n'y avait alors aucune relation entre les deux organisations syndicales, mais ce travail patient a permis de déboucher sur quelques avancées concrètes.

C'est ainsi qu'au début des années soixante-dix, la Fédération fut invitée en tant qu'observateur au congrès de l'IG Metall à Munich. Georges Croese, membre de la commission exécutive de la CGT, représentait *La Vie ouvrière*, Henri Beaumont représentait *Le Peuple*, Henri Tronchon représentait *L'Union des métaux* et Nelly Sturm accompagnait la délégation. À l'issue du congrès, Otto Brenner, président de l'IG Metall, accepta de saluer la délégation française, une petite victoire symbolique !

Nelly Sturm fit la connaissance de Marcel Dufriche, ancien résistant, syndicaliste et maire de Montreuil avec qui elle vécut jusqu'à son décès en 2001.

Retournée à Berlin auprès de sa fille, elle est décédée à l'âge de 92 ans. ■

Pour aller plus loin :

Claude Collin, « Nelly Sturm : ce qu'on appelait le "travail allemand" (entretien avec l'auteur) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2003, n° 212, p. 33-49. En ligne : <http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2003-4-page-33.htm>



VOYAGE EN TERRES D'ESPOIR

EDWY PLENEL
**VOYAGE
EN TERRES
D'ESPOIR**



à 1968. Il rend hommage à son créateur, Jean Maitron, en nous offrant un formidable voyage sur ce qu'il appelle le continent des obscurs.

J'ai voulu donner envie d'aller y voir. Car, en nos temps obscurs d'incertitude et de doute, visiter le Maitron, c'est reprendre force et cou-

L Avec ce livre, Edwy Plenel, a eu la très bonne idée de visiter le Maitron, le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social, avec ses milliers de héros inconnus ou méconnus, donne librement accès à ces territoires oubliés, sur une longue

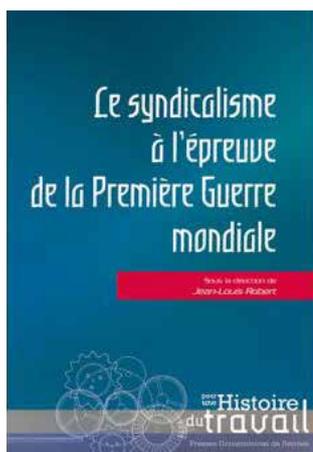
durée qui va de 1789

à 1968. Il rend hommage à son créateur, Jean Maitron, en nous offrant un formidable voyage sur ce qu'il appelle le continent des obscurs. Cette pérégrination propose de s'approprier cet héritage sans testament, comme une promesse que nous nous ferions à nous-mêmes. À la manière des traces qui, dans notre langue, sont aussi bien des signes d'un passé effacé que des sentiers menant à l'inconnu, l'espoir porté par les centaines de milliers de vies qui en sont la matière est un chemin inédit, qu'il nous revient d'inventer en marchant sur leurs pas. Pour cette exploration, nulle carte préétablie qui donnerait des assurances, transformant le paysage en certitude. Mais, plus essentiellement, la quête d'une hauteur qui nous élève et nous relève, en vue d'une ligne de crête où se laisse approcher, de nouveau, l'horizon d'une espérance : l'émancipation. (Edwy Plenel) ■

E. Plenel, Voyage en terres d'espoir, Les Éditions de l'Atelier - 25 €



LE SYNDICALISME ET LA GRANDE GUERRE



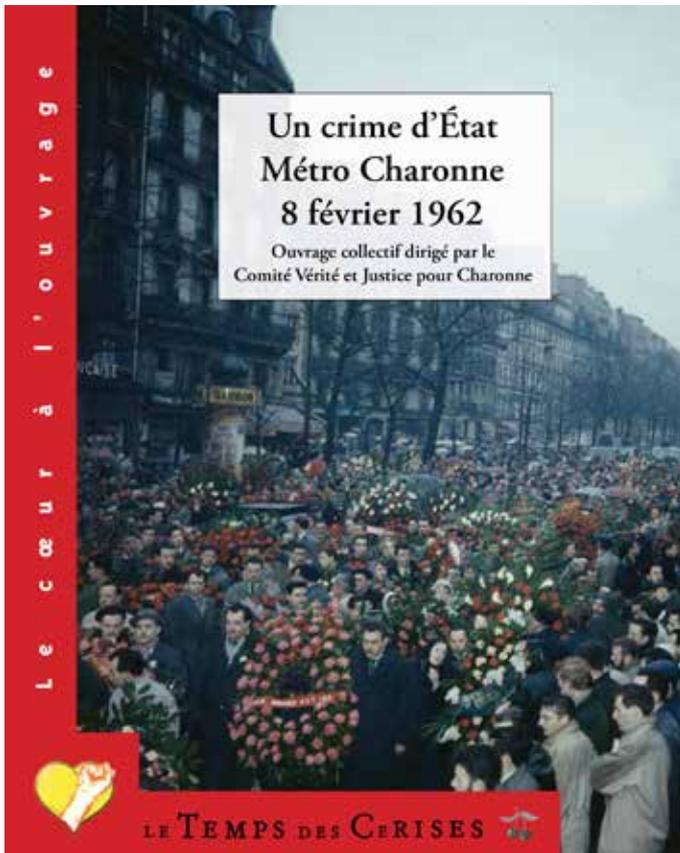
centenaire et de relancer l'intérêt pour cette période incontournable dans la structuration du mouvement syndical.

Cet ouvrage est le fruit du colloque organisé à la mairie de Paris par le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle et l'Institut CGT d'histoire sociale en novembre 2014. L'objet de cette initiative était d'assurer à l'histoire du syndicalisme une place dans les célébrations du

Parmi la trentaine de contributions rassemblées, les métallurgistes seront plus sensibles à celle de Jean-Noël Dutheil sur le syndicalisme à Montluçon-Commentry, celle de Michelle Zancarini-Fournel sur Clovis Andrieu, celle de Danièle Fraboulet et Clotilde Druelle-Korn sur l'UIMM, celle de Samy Mecellah sur le bijou parisien ou encore de Jean-Louis Robert sur la construction de la figure du métallo parisien. ■

Le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale, PUR, 26 €.

UN CRIME D'ÉTAT, MÉTRO CHARONNE 1962



Cet ouvrage collectif est dirigé par le Comité Vérité et Justice pour Charonne. Il est paru récemment, à la veille du 55^{ème} anniversaire de cette tragédie afin d'agir contre l'oubli et pour la reconnaissance du crime d'état.

7 février 1962 – Offensive brutale de l'organisation de l'Armée Secrète (OAS), composée de partisans de l'Algérie Française. En plein jour, dix nouveaux plasticages à Paris et en banlieue. Émotion – colère. La riposte est immédiate.

À l'initiative de l'UD CGT de la Seine, les organisations syndicales et politiques s'accordent sur un appel à manifester le lendemain.

La mobilisation se fait dans l'urgence. A. Tollet, pour la CGT, R. Duvivier pour la CFTC, et T. Dreyfus pour l'UNEF sont reçus à la préfecture de police le 8 février en journée par le Préfet M. Papon qui les informe de sa décision d'interdire tout rassemblement.

Décision est prise de passer outre cette interdiction. Entre 20 000 et 60 000 manifestants sont présents, dont beaucoup de jeunes et de femmes.

Vers 19h15, l'ordre de dislocation est donné par A. Tollet près du métro Charonne.

Suit une répression brutale qui connaîtra un tragique bilan : huit manifestants morts au métro Charonne et un neuvième, quelques semaines plus tard, et de très nombreux blessés. Tous adhérents de la CGT et huit parmi eux communistes dont le jeune D. Fery 16 ans.

L'ouvrage fait part d'une quarantaine de témoignages, tous s'accordent à relater l'extrême violence policière.

En effet sous les ordres du Préfet Papon et du ministre de l'Intérieur R. Frey ce sont les unités spéciales de la police qui sont intervenues.

Le 9 février, deux millions de travailleurs indignés cessent le travail dans l'après-midi.

Le 13 février, ce sont les grandioses obsèques des victimes au Père Lachaise avec un million de citoyens et une grève générale dans tout le pays à l'appel des syndicats CGT – CFTC – FO – UNEF – SNI et la FEN.

Le 18 mars à Evian, signature des accords mettant fin au conflit en Algérie - Le 19 mars cessez-le-feu. La France reconnaît la souveraineté de l'Algérie et son intégrité.

Contribution de l'historien A. Ruscio sur l'Algérie colonisée période 1830 – 1954 qui nous éclaire sur les exactions commises par la France coloniale afin de soumettre la population dans le but d'occuper le pays.

Suivent, d'autres explications historiques apportées par le CVJ sur la période de la guerre, du 1^{er} novembre 1954 au 19 mars 1962.

Dernière contribution, autour de l'OAS, organisation criminelle, réalisée par J.-F. Gavoury, par ailleurs fils de victime de l'OAS.

En somme, nous disposons de faits historiques irréfutables qui peuvent permettre à tout à chacun de connaître un pan de notre histoire trop occultée ou méconnue de beaucoup. ■

Un crime d'État Métro Charonne 8 février 1962 - Ouvrage collectif dirigé par le Comité Vérité et Justice pour Charonne, Le Temps des Cerises, 15 €



**Le pouvoir
d'agir
ensemble sur
l'essentiel.**

Crédit photo : Getty Images - Ezra Bailey

La Macif est une entreprise de l'économie sociale.

Sans actionnaires à rémunérer, la Macif réinvestit ses profits au bénéfice de ses 5 millions de sociétaires et dans l'intérêt commun. Ainsi, les sociétaires ont le pouvoir d'agir ensemble pour une économie plus sociale et plus solidaire.

Plus d'informations sur [macif.fr](https://www.macif.fr)



Essentiel pour moi

MACIF: MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort.